Gauvard (Claude), *Violence et ordre public au Moyen Âge* (Les médiévistes français, 5)

Paris, Picard, 2005, 288 pp., ISBN 27084 07392

Philippe Genequand

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/1218>

DOI : 10.4000/chs.1218

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2010

Pagination : 151-153

ISBN : 978-2-600-01470-0

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Philippe Genequand, « Gauvard (Claude), *Violence et ordre public au Moyen Âge* (Les médiévistes français, 5) », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 14, n°2 | 2010, mis en ligne le 02 décembre 2010, consulté le 23 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/chs/1218> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.1218>

En seize articles, retravaillés pour l'occasion, C. Gauvard offre un panorama saisissant des recherches qu'elle a récemment menées autour de la violence et de sa normalisation en France du nord dans les deux derniers siècles du Moyen Âge. Le titre de l'ouvrage – *Violence et ordre public au Moyen Âge* –, dont on imputera la responsabilité à l'éditeur, est en effet doublement imprécis. Si l'auteur élargit parfois sa préoccupation aux rares études existantes qui l'éloignent du bassin parisien, elle ne quitte pas le temps de la construction de l'État royal. Ne boudons pour autant pas notre plaisir : le propos est de grande qualité et la cohérence de l'ensemble en est renforcée !

La matière a été répartie en trois portions, la première consacrée au crime lui-même (*Crimes et modes de résolution*), débutant avec l'exposé des sources de la pratique utilisées et abordant la difficile question de l'apparente incohérence de la société médiévale face aux délits, en particulier ceux de sang. Que penser en effet d'une justice royale qui condamne parfois à mort mais n'exécute quasiment jamais ses sentences ? À travers la notion de « beau fait », qui excuse l'homicide pour peu qu'il soit réparation d'honneur, les juges entérinent une réalité profonde de la société médiévale, rappelée dès l'introduction, qui veut que prime l'honneur sur la vie humaine. Ce ressort essentiel, s'il est exacerbé lorsque l'on considère le groupe nobiliaire et s'il demeure essentiellement masculin, est partagé par tous les groupes sociaux. Revers de la condamnation, restitution d'honneur lui aussi, le rite de l'amende honorable retient largement l'attention de l'auteur qui a choisi de lui consacrer plusieurs développements, dont un intitulé – *Gracier et exécuter* –, qui conclut la première partie de l'ouvrage, apparaît redondant. Il est plaisant de relever qu'il s'agit du seul moment où est apparent le principal risque des recueils : la répétition.

La deuxième partie s'intéresse à l'activité judiciaire elle-même, aux hommes qui en sont responsables et aux jugements qu'ils rendent (*Juges et jugements*). Voulant réfléchir sur la façon dont les juges royaux – en particulier ceux du Parlement criminel – conçoivent leur rôle et sur la manière dont leur action trahit les mouvements de fond qui amènent la société médiévale à accepter de se soumettre, pas à pas, à un pouvoir judiciaire unique, celui du roi, l'auteur propose un parcours extrêmement riche qui mène de la théorie de la peine à la réalité de son application – ou de son absence d'application – et à l'affirmation du droit royal à juger. La société médiévale étant bien riche en paradoxes, l'auteur adresse parallèlement la question des

conflits qui opposent justice déléguée et justice retenue au sein même du « camp royal », le Parlement attaquant parfois les lettres de rémission publiées par la Chancellerie.

Passant de la façon dont on peut comprendre le maintien de l'ordre public à la fin du Moyen Âge, à la question de la violence, l'ouvrage consacre son ultime portion à trois études de cas qui renouvellent assurément la façon dont il est possible de concevoir le recours à la force durant cette période (*Violence et contrôle social*). L'auteur décrypte tout d'abord les rituels de la violence, et les freins à cette dernière, pour souligner que le Moyen Âge finissant ne connaît pas, quoi qu'on en ait pu dire, une violence anarchique. Les liens sociaux sont en effet multiples – famille, convivialité, confraternité, etc. – et servent à limiter l'exercice licite de l'acte violent. Plus encore : ceux-ci sont maintenus en ville où les voisins viennent suppléer les parents dans des solidarités et dans un contrôle social qui empêchent, pour quelques temps encore, le monde urbain de se différencier fondamentalement sur ce plan du monde rural. Paradoxalement, c'est dans l'entourage des grands bien plus que dans les marges de la société chères à B. Geremek, que l'auteur trouve les principaux facteurs de déséquilibre, les principaux fauteurs de trouble de la capitale française : ouverts à une faune interlope, les hôtels royaux et princiers du premier XV^e siècle apparaissent en effet sous sa plume, dépouillés du faste et de l'or dont ils sont souvent recouverts, dans une crue lumière qui en souligne les recrutements douteux et les actes répréhensibles.

Répondant au chapitre introductif qui propose une définition de la violence, empruntant son texte au dictionnaire dirigé par J. Le Goff et J.-C. Schmitt, la conclusion propose de distinguer violence licite et violence illicite, montrant finalement une évolution qui rapproche peu à peu le monde médiéval du nôtre. Dans le courant des XIV^e et XV^e siècles, la royauté parvient en effet à s'assurer le monopole du maintien de l'ordre en France, jouant de la justice déléguée comme de la justice retenue, toutes deux participant en effet – et la seconde plus efficacement peut-être que la première – à l'affirmation de l'État royal. La cohérence des textes rassemblés dans ce recueil apparaît une nouvelle fois à la lecture d'une conclusion qui s'inscrit comme fille légitime des développements précédemment exposés, soulignant leurs apports et leur originalité.

Les quelques lignes qui précèdent sont incapables de rendre compte de la richesse de l'ouvrage recensé dont les limites géographiques et temporelles resserrées apparaissent bien comme une force : celle qu'offre la cohérence d'un espace profondément balisé et compris par l'A. En conclusion, on pourrait encore se réjouir de l'inclusion de trois éditions de sources¹², souligner la présence d'un index ou mettre en exergue la belle résonance entre les présents articles et la grande thèse que C. Gauvard a consacrée à l'analyse des lettres de rémission royales à la fin du Moyen Âge¹³, mais on se contentera de recommander la lecture d'un ouvrage fécond et utile qui mérite d'être exploré soigneusement par tous ceux qui s'intéressent à la

¹² En annexe au chapitre premier, l'auteur propose la table des matières du registre du Châtelet de 1391 (pp. 31-34) et la transcription d'une décision du Parlement de 1401 autorisant un chevalier à passer accord avec la partie adverse malgré le procès ouvert devant lui (pp. 34-36). Plus loin (pp. 109-115), on trouve l'édition du procès qui oppose au Parlement criminel l'évêque de Paris au prévôt Guillaume de Tignonville en 1406.

¹³ « *De grace especial* » : *Crime, État et société en France à la fin du Moyen Âge*, Paris, Publ. de la Sorbonne, 2 vols, 1991.

construction de la modernité ou à une histoire sociale de la justice. C'est l'occasion, finalement, de féliciter les éditions Picard pour l'initiative d'une collection indéniablement bienvenue.

Philippe Généquand
Université de Genève
Philippe.Genequand@unige.ch